

De la Hollande, nous avons des nouvelles qui confirment nos craintes. Des troupes prussiennes entrent dans la Hollande. Maestricht a reçu un renfort de troupes hollandaises. On dit que Venloo est repris, et qu'Anvers ne sera pas abandonné. L'armistice est rompu de fait, et le roi Guillaume demeure obstiné. Luxembourg doit être occupé par une armée de la confédération germanique, et le roi de Hollande traite la révolution belge d'insurrection et les Belges de rebelles. Il est encouragé en cela par la Russie, la Prusse, l'Autriche et l'Espagne, qui ont toutes des intérêts communs à protéger, et des vues communes pour se diriger.

De l'Autriche, nous avons la nouvelle de la levée de cinquante mille hommes en Hongrie ; du mécontentement de la cour de Vienne du présent ordre de choses en France, de l'occupation du sud de l'Europe par 150,000 hommes de troupes autrichiennes, et de la détermination de l'empereur et du prince Metternich de ne pas reconnaître la révolution belge.

Nous ne dirons rien de la Sardaigne, de Naples et de l'Espagne : elles suivront le mouvement des grandes puissances. Si donc nous avons la guerre, elle commencera par la question de la Belgique. La France ne souffrira pas que la Belgique soit attaquée, et la Prusse verra de mauvais œil l'intervention de la France. La Russie ne consentira point à l'exclusion des Nassau, et les Belges les ont rejetés.

Qu'est-ce donc que je crains ? Je crains, hélas ! que la guerre ne soit inévitable. Essayez de la prévenir ; aidez à l'empêcher. Mais s'il faut qu'elle ait lieu, que la Grande-Bretagne et la France agissent de concert, et la lutte contre elles sera, en dernière analyse, aussi ridicule que le combat de Don Quichotte contre des moulins à vent. Votre, &c. O. P. Q.

*Par exprès de Paris.*—Les derniers avis de la capitale de France sont les journaux et des lettres priées du 29 Novembre au soir. On voit par ces avis, ainsi que par les journaux de Londres du 1er Décembre, que la nouvelle d'une déclaration de guerre n'était pas fondée, mais que la teneur générale des nouvelles est décidément hostile.

Outre les 148,000 hommes déjà appelés au service par des ordonnances récentes, et qui doivent se mettre en marche le 1er et le 15 Décembre, le gouvernement français est déterminé à faire une levée extraordinaire de 80,000 hommes. Le consentement des chambres sera demandé prochainement, ainsi qu'un crédit extraordinaire pour subvenir aux frais de la levée. Ces faits ont été annoncés par les ministres eux-mêmes. On s'attendait que les ministres feraient quelque communication à la